



24 FEVRIER 2022

Baromètre Bpifrance Le Lab et Rexecode : « Trésorerie, Investissement et Croissance des PME/TPE » au premier trimestre 2022

Focus d'actualité consacré aux évolutions de prix et de salaires au sein des PME / TPE.

Interrogées début février, les TPE et PME font part d'une situation de trésorerie globalement favorable malgré une dégradation ces derniers mois et d'intentions d'investissement solides :

- Les hausses de coûts (matières premières, énergie) subies par de nombreuses TPE / PME semblent affecter leur trésorerie. Celle-ci s'est dégradée au cours des 3 derniers mois et les dirigeants ne s'attendent pas à une amélioration à court terme. La situation de trésorerie reste toutefois jugée plutôt confortable dans l'ensemble.
- Alors que les conditions d'accès au crédit restent à ce stade très favorables, les intentions d'investissement pour 2022 sont élevées. 59 % des dirigeants comptent investir cette année, principalement pour remplacer ou moderniser les actifs existants. Elles répondent aussi et de plus en plus à des motivations environnementales (34 % des dirigeants).

Les contraintes de production pèsent de plus en plus sur l'activité des PME / TPE :

- Les difficultés de recrutement demeurent la principale préoccupation des dirigeants, vues comme un frein à la bonne marche de leur entreprise par 57 % d'entre eux. Les coûts et les prix trop élevés représentent un frein de plus en plus puissant à l'activité, cités par un tiers des entreprises interrogées, dans un contexte de tensions accrues sur les approvisionnements (73 % des PME / TPE y sont confrontées).
- 50 % des dirigeants comptent augmenter le salaire de leurs collaborateurs et 58 % prévoient d'augmenter leurs prix de vente cette année. Les augmentations de prix et de salaires seraient en grande majorité plus importantes que celles octroyées en moyenne avant crise. Les hausses de prix anticipées surcompensent les hausses de salaires prévues (+3,8 % en moyenne vs +2,2 %). Néanmoins, les dirigeants sont plus nombreux à anticiper une dégradation de leur marge nette cette année qu'une amélioration (34 % vs 18 %), sous-entendant qu'ils font par ailleurs face à une hausse de leurs coûts hors salaires supérieure à la hausse anticipée des prix.

Situation de trésorerie des PME / TPE aisée malgré une dégradation, et intentions d'investissement solides :

Trésorerie : La trésorerie s'est dégradée au cours des 3 derniers mois. L'indicateur relatif à l'évolution récente de la trésorerie chute de 10 points à -14, soit le niveau atteint au T2 2021. La situation de trésorerie reste toutefois jugée plutôt confortable dans l'ensemble. Les dirigeants s'attendent néanmoins à une poursuite de la correction ces 3 prochains mois à un rythme modéré, l'indicateur sur l'évolution future perdant 3 points à -10.

Investissement : L'investissement resterait dynamique en 2022. 59 % des dirigeants comptent investir cette année (ils étaient 55 % il y a un an pour l'année 2021). Les dépenses d'investissements sont attendues en hausse, davantage de dirigeants prévoyant de les augmenter (29 %) que de les réduire (23 %), mais en légère décélération. Le renouvellement et la modernisation des équipements demeurent de loin la destination principale de l'investissement. Le motif environnemental, cité par 34 % des dirigeants, continue de gagner en importance.

Accès au crédit : Les conditions d'accès au crédit restent favorables, que ce soit à court ou moyen terme. La part de dirigeants de PME / TPE qui déclarent rencontrer des difficultés de financement de leur exploitation courante se maintient à bas niveau (14 %). La proportion des dirigeants signalant des difficultés de financement de leurs investissements baisse à 15 % (-2 points) et retrouve les niveaux observés avant crise.

Freins à la croissance : Les difficultés de recrutement restent la première préoccupation des dirigeants, citées par 57 % d'entre eux, une proportion quasi stable sur le trimestre et proche des niveaux observés avant crise. Les coûts et les prix trop élevés représentent un frein de plus en plus puissant à l'activité (cités par 32 % des dirigeants de PME / TPE) et deviennent la 2^e préoccupation des dirigeants, dans un contexte de tensions accrues sur les approvisionnements (73 % des répondants y font face). 63 % des dirigeants déclarent que ces difficultés d'approvisionnement limitent déjà l'activité de leur entreprise (dont 18 % fortement), des proportions en hausse par rapport au trimestre précédent (respectivement 58 % et 15 %). 59 % d'entre eux estiment que ces difficultés se sont intensifiées au cours des 3 derniers mois, une proportion toutefois en baisse sur le trimestre (73 % en octobre dernier), et seuls 4 % indiquent un relâchement de ces tensions.

Focus trimestriel « Évolutions de prix et de salaires prévues en 2022 au sein des PME / TPE » :

La moitié des dirigeants (50 %) comptent augmenter le salaire de leurs collaborateurs en 2022. Parmi eux, 63 % prévoient des augmentations salariales plus importantes que celles octroyées avant crise. La première motivation des dirigeants pour augmenter les salaires est de fidéliser leurs collaborateurs (citée par 75 % d'entre eux). Les dirigeants ne prévoyant pas d'augmentation salariale l'expliquent quant à eux avant tout par les résultats insuffisants de leur entreprise (57 %).

58 % des dirigeants prévoient d'augmenter leurs prix de vente en 2022. La hausse serait plus importante qu'en moyenne avant crise pour 88 % d'entre eux. 38 % des dirigeants comptent maintenir leurs prix de vente inchangés et 4 % prévoient de les baisser. Les dirigeants qui ne prévoient pas de hausse de leurs prix de vente cette année l'expliquent avant tout par l'intensité de la concurrence (54 % d'entre eux). Les dirigeants rencontrant des difficultés d'approvisionnement sont plus nombreux à prévoir une hausse de leur prix de vente cette année (67 % d'entre eux contre 34 % des dirigeants ne faisant pas face à des tensions sur leurs approvisionnements).

Les hausses de salaires envisagées sont plus modérées que les hausses de prix anticipées (+2,2 % en moyenne contre +3,8 %). Près des trois-quarts des dirigeants anticipent une évolution de leurs prix de vente cette année supérieure (46 %) ou égale (26 %) à l'évolution anticipée des salaires de leurs collaborateurs. 34 % des dirigeants anticipent néanmoins une contraction de leur marge nette cette année (27 % une légère baisse, 7 % une franche baisse), sous-entendant qu'ils font face à une hausse de leurs coûts hors salaires supérieure à la hausse anticipée des prix. 18 % anticipent à l'inverse une amélioration de leur marge nette en 2022 et 48 % une stabilisation de celle-ci. Les dirigeants rencontrant des difficultés d'approvisionnement sont un peu plus nombreux à anticiper une baisse de leur marge nette en 2022 (37 % contre 27 % chez ceux ne subissant pas de difficultés d'approvisionnement), alors même qu'ils sont plus nombreux à prévoir d'augmenter leurs prix de vente. Les fortes baisses de marge semblent toutefois indépendantes des difficultés d'approvisionnement ressenties.

Conditions de réalisation de l'enquête :

Afin de mieux connaître la situation des TPE et PME en matière de trésorerie, de projets d'investissement et d'accès au crédit, Bpifrance Le Lab et Rexecode ont noué un partenariat qui se décline dans un sondage trimestriel conduit auprès des chefs d'entreprise.

Cette seizième édition publique du Baromètre trimestriel Bpifrance – Rexecode, dédié à la Trésorerie, l'Investissement et la Croissance des TPE et PME, a été réalisée entre le 31 janvier et le 9 février 2021, sur la base d'un questionnaire diffusé par voie numérique auprès de 2 203 PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires. Les réponses de 674 PME ont été traitées dans l'analyse récurrente et celles de 670 PME ont été traitées et redressées par taille d'effectif et secteur d'activité dans les interrogations thématiques et dans la question relative aux difficultés d'approvisionnement.

Le questionnaire comportait 10 questions autour des 3 axes : Trésorerie, délais de paiement, financement court terme/Investissement, financement de l'investissement/Freins à la croissance. Il était complété par des interrogations thématiques portant sur les évolutions de prix et de salaires et le PGE.

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : lelab.bpifrance.fr/ et sur rexecode.fr

Contacts presse :

Bpifrance

Nathalie Police

Tél. : 01 41 79 95 26

nathalie.police@bpifrance.fr

Rexecode Vae Solis Communications

Camille Formentini

Tél : 01 53 92 80 00

camille.formentini@vae-solis.com

À propos de Bpifrance Le Lab :

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « dérouteur » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Suivez nous sur Twitter : @BpifranceLeLab – @bpifrance – @BpifrancePresse – www.lelab.bpifrance.fr – www.bpifrance.fr

A propos de Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique.

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises. Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode. L'équipe de Rexecode assure une double mission. (1) Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales. (2) Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

Rexecode - 29, avenue Hoche, 75008 Paris – Tél. : +33 (0)1 53 89 20 89 - www.rexecode.fr